

NATIONS UNIES

UN LIBRARY

FEB 18 1981



ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE



UN/SA COLLECTION
CONSEIL
DE SÉCURITÉ

Distr.
GÉNÉRALE
A/36/103
S/14374 ✓
17 février 1981
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Trente-sixième session
Points 34 et 58 de la liste préliminaire^x
QUESTION DE LA PAIX, DE LA STABILITÉ ET
DE LA COOPÉRATION DANS L'ASIE DU SUD-EST
EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION
SUR LE RENFORCEMENT DE LA SÉCURITÉ
INTERNATIONALE

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Trente-sixième année

Lettre datée du 13 février 1981, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent du Viet Nam auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'une déclaration du porte-parole du Ministère des affaires étrangères de la République socialiste du Viet Nam en date du 11 février 1981, sur les provocations perpétrées par la Thaïlande contre la République démocratique populaire lao, et je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et celui de la déclaration précitée comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points intitulés "Question de la paix, de la stabilité et de la coopération en Asie du Sud-Est" et "Examen de l'application de la déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale", ainsi que comme document officiel du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent de la
République socialiste du Viet Nam
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) HA VAN LAU

ANNEXE

DECLARATION DU PORTE-PAROLE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA
REPUBLIQUE SOCIALISTE DU VIET NAM

Au cours de ces derniers jours, la Thaïlande a perpétré plusieurs actes graves de provocation armée contre la République démocratique populaire lao. Le 7 février 1981, en particulier, des troupes thaïlandaises ont tiré des obus de mortier et de canon de 105 mm sur l'île de Sangkhy (village d'Udona, district de Natsaiphong, province de Vientiane), et envahi cette région du Laos, ce qui a entraîné une situation de tension à la frontière lao-thaïlandaise. La Thaïlande a ensuite procédé unilatéralement à la fermeture des postes frontiers de Tha Dua et Nam Meleng, tentant par là d'imposer un blocus économique et de causer des difficultés au Laos.

Par de tels actes, les éléments les plus réactionnaires des milieux dirigeants thaïlandais ont porté atteinte de manière flagrante à la souveraineté de la République démocratique populaire lao, ouvertement violé les déclarations communes et les accords frontaliers des deux pays et sapé les relations lao-thaïlandaises. Ces actes perpétrés à l'issue de la visite en Thaïlande du Premier ministre chinois, Zhao Ziyang, s'inscrivent dans le plan que les expansionnistes chinois ont ris au point en collusion avec les impérialistes américains et les éléments les plus réactionnaires que comptent les autorités thaïlandaises, en vue de susciter une situation de tension dans cette région. Il est évident qu'en provoquant un tel incident à la frontière lao-thaïlandaise, les autorités thaïlandaises ont délibérément compromis les relations entre les deux pays en vue d'aggraver l'hostilité entre les pays de l'ANASE et les pays d'Indochine, d'éluider les propositions justes et raisonnables de la Conférence des ministres des affaires étrangères du Viet Nam, du Laos et du Kampuchea, de saboter le processus d'instauration de la paix et de la stabilité en Asie du Sud-Est, de contrarier la tendance au dialogue entre les pays de l'ANASE et les pays d'Indochine et de saper la discorde entre les trois pays d'Indochine et entre le Laos et le Viet Nam. Cette politique va directement à l'encontre des aspirations des peuples de la Thaïlande et de l'Asie du Sud-Est dans son ensemble, qui ne désirent que la paix, la stabilité et l'établissement de relations amicales et de bon voisinage entre les pays de la région.

Les éléments les plus réactionnaires des milieux dirigeants thaïlandais ne pourront aboutir qu'à un échec total s'ils continuent de provoquer l'hostilité entre les pays de la région et d'aider les expansionnistes de Beijing en s'opposant à la République démocratique populaire lao. Le Gouvernement de la République socialiste du Viet Nam appuie sans réserve la position légitime que le Gouvernement de la République démocratique populaire lao a prise dans sa déclaration du 10 février 1980 en exigeant que la Thaïlande mette immédiatement fin à ses actes d'hostilité contre la République démocratique populaire lao et en tenant la Thaïlande pleinement responsable de toutes les conséquences de ses actes.

Hanoi, le 11 février 1981